

dans une consommation de biens matériels, mais ils sont vendus à travers des stratégies de marketing de plus en plus sophistiquées, qui anticipent même nos désirs. Amazon révolutionne la logistique, nous suggère des produits qui pourraient nous intéresser, tout en continuant d'apporter à domicile des biens que nous pourrions tout aussi bien trouver en magasin.

Néanmoins, des bouleversements plus drastiques ne s'annoncent-ils pas ?

Daniel Cohen : En effet, je crois qu'il faut voir au-delà de cette première vision du *big data*, même si c'est un peu comme ça qu'il se donne à voir. Des ruptures plus considérables se mettent en place. La société du *big data* permet tout d'abord de pousser plus loin la logique d'optimisation des coûts, qui habite depuis toujours le fonctionnement de la société industrielle. Le covoiturage, le partage d'appartements, les sites de rencontres... révolutionne la gestion des interactions sociales qui étaient auparavant laissées au petit bonheur la chance, au chaos des accidents de la vie.

Nous sommes ici dans ce qu'on peut appeler une société postindustrielle, au sens où elle assure le service après-vente de la précédente. Les interactions créées par la société industrielle, et en particulier ce que les économistes nomment les externalités négatives, sont peu à peu gérées autrement. Restons sur l'exemple de la voiture. On doit à la société industrielle les problèmes de trafic, les encombrements... Le covoiturage, en organisant les choses scientifiquement, fluidifie la gestion de ces interactions et améliore l'interface sociale que la société industrielle avait fabriquée de façon un peu chaotique.

Toutefois, à nouveau, comme dans le Toyotisme, le service final reste identique : même avec le covoiturage, il s'agit d'aller d'un point A à un point B avec une automobile. Ce n'est pas encore un changement systémique à proprement parler, bien que le mode d'optimisation mis en œuvre commence à faire apparaître une forme de socialité différente.

Des statistiques établies par Blablacar montrent bien ce qui est en train de surgir. Les Français ont en général un taux d'allergie à la vie sociale considérable par rapport à d'autres pays, notamment les États-Unis. Or dès que l'on est dans la sphère du covoiturage, la confiance accordée à des inconnus atteint des niveaux record, de l'ordre de ceux que, toujours en France, on ne connaît que pour sa famille et ses proches.

On assiste à la transition de la gestion optimisée d'une société de consommation

dont les fondamentaux sont toujours les mêmes (ce que l'on partage reste des appartements, des voitures...) à un modèle qui ferait émerger de nouvelles formes de socialité, spécifiques du numérique.

Ces modèles fondés sur le *big data* n'ont-ils pas été favorisés par les crises ?

Daniel Cohen : La crise a joué son rôle, en poussant les consommateurs à chercher des stratégies de réduction de leurs dépenses. Je ne pense pas, toutefois, que l'on puisse véritablement parler de société post-matérialiste, même si la critique de la société de consommation, amorcée dans les années 1960 et 1970, reste prégnante.

Après la crise des années 1970 et les années Reagan, on a mis au placard les attentes nées dans les années 1960, de *peace and love*, et on a remis le travail au cœur des valeurs morales. Cependant, quelque chose a été préservé de la mise à distance d'une société de consommation dont on avait perçu les limites. Travailler toute sa vie pour acheter une voiture ne faisait plus envie. On voit aujourd'hui les réminiscences de cette critique dans cette facilité avec laquelle les jeunes générations se fondent dans un moule où la propriété n'est plus aussi essentielle qu'avant.

En résumé, à mesure que la société se numérise et que le *big data* l'envahit, on a d'abord optimisé la demande du consommateur vis-à-vis des biens eux-mêmes, puis géré les interactions sociales que leur consommation génère. La première étape relève encore de l'ancien monde, la seconde dessine déjà la frontière d'un nouveau monde.

À quoi ressemble ce nouveau monde ?

Daniel Cohen : Celui-là m'inquiète davantage... Cette fois, le *big data* et les algorithmes ne sont plus des instruments d'optimisation d'une vie qui ressemble par ailleurs à celle d'avant. Ils nous demandent d'entrer dans ce monde, de devenir nous-mêmes des informations pour être traités par des algorithmes.

« Le *big data* nous demande de devenir nous-mêmes des informations, traitées par des algorithmes »

On passerait d'un monde où un capteur nous dit : « Votre pouls s'accélère, allez voir votre médecin » à un autre où le capteur lui-même prescrit la solution optimale. L'individu, totalement numérisé, serait géré par un algorithme. Dans ce monde, la matérialité des corps et des objets disparaîtrait, ne laissant plus qu'informations et algorithmes. On n'existe plus en chair, un peu comme dans le film *Matrix*.

Je prends ça au sérieux. Le *big data* se prépare à nous faire entrer dans un monde entièrement numérique, où nous devenons des informations gérées par des informations. On peut certes refuser d'y entrer, mais au risque d'un ostracisme général (moyens de paiement, de guérison, d'éducation...). Or une fois à l'intérieur, on devient un flux d'informations qui nous rend tout à fait différents des objets du monde antérieur. C'est un thème que je compte développer dans mon prochain livre.

Nous sommes loin de la société postindustrielle que l'on imaginait.

Daniel Cohen : Dans les années 1950 et 1960, on pensait que le monde postindustriel marquerait le retour à une simplicité humaine des relations sociales. Après les sociétés agraires qui cultivaient la terre et la société industrielle qui « cultivait » la matière, on pensait que dans une société postindustrielle, l'humain allait se cultiver lui-même. L'éducation, la santé, les loisirs seraient au cœur du projet social. C'était l'espoir de l'économiste Jean Fourastié par exemple. L'histoire était vue comme un cycle : aux chasseurs-cueilleurs avait succédé la malédiction, comme disait Jean-Jacques Rousseau, de l'agriculture et de la métallurgie, mais on reviendrait à un monde humain. Un autre scénario est en train de se dessiner.

Peut-on donc dire que l'idéal des Lumières a été abandonné ?

Daniel Cohen : L'idée des Lumières était qu'en allant au bout de la civilisation, ➤

➤ on aurait la possibilité de retrouver la simplicité des origines. Alors oui, elles se sont trompées, je pense qu'on peut le dire maintenant. Une illustration en est que les emplois tournés vers l'humain (instituteur, aide aux personnes âgées...) se sont prolétariés, ils ne scintillent plus comme l'avenir radieux de l'humanité.

La société s'est polarisée. Les emplois qui dans le monde d'hier consistaient à gérer les informations (dans les administrations, les banques, les assurances) sont appelés à disparaître et à être remplacés par des algorithmes. Les survivants sont, tout en haut, ceux qui font tourner le système et, tout en bas, ceux dont le métier est encore inaccessible aux logiciels. Les seconds sont sous la pression de la prolétarianisation des gens du milieu, qui restent pour l'essentiel leur clientèle. L'espérance d'une société tirée par le monde des services, où chacun est le coiffeur ou le docteur d'un autre, est en passe d'être complètement balayée tandis que le monde *big data* est en train de construire de façon complètement endogène un univers cohérent, où la personne s'efface derrière l'information qui définit ses caractéristiques (son bulletin de santé ou ses goûts pour telle ou telle série). Dès lors, on comprend pourquoi le grand débat sur le rôle du travail humain à l'heure des algorithmes est totalement relancé.

Cela ne pose-t-il pas la question du revenu universel ?

Daniel Cohen : J'ai soutenu en effet cette idée, que Benoît Hamon a reprise lors de la dernière campagne présidentielle, mais sous une forme différente. Le revenu universel a souvent été interprété comme la contrepartie nécessaire à la disparition du travail. Je n'y crois pas. Peut-être suis-je naïf, mais je pense que les êtres humains ont envie de travailler, notamment pour interagir socialement, pour participer à un projet collectif. L'homme est un animal social, il a besoin d'être avec les autres, et le travail est une façon de répondre à ce désir.

Je perçois une résistance, qu'il faut aider, au passage vers une société du pur algorithme où nous serions désœuvrés. L'humanité n'y est pas prête. Dans ce contexte, à mes yeux, le revenu universel donne aux individus un pouvoir de négociation face à une société où ils sont constamment menacés, mis en chantage par des alternatives. Le revenu universel devient important pour revaloriser le travail, pas pour le remplacer.

Avec le *big data*, l'automatisation des métiers est donc inévitable ?

Daniel Cohen : Au début du XIX^e siècle s'est déjà tenu un débat sur le rôle des machines. À cette époque, l'économiste suisse Sismonde de Sismondi s'inquiétait : « Que se passera-t-il le jour où le roi aura une manivelle lui permettant d'actionner tous les emplois du royaume ? » Les luddites britanniques, les canuts lyonnais ont bien vu que les machines détruisaient leurs emplois et se sont révoltés. Cependant, on s'est vite rendu compte que ces craintes étaient injustifiées, qu'au bout du compte la machine rendait les ouvriers plus productifs et augmentait leurs salaires.

La destruction créatrice selon Schumpeter était au rendez-vous, mais le sera-t-elle encore ?

Daniel Cohen : On peut et on doit s'interroger. L'idée que les destructions ici provoquent des créations là-bas ne doit pas nous dispenser de demander : où, et à quel prix. Le fait que la transition d'un type d'emploi à un autre ait fonctionné hier ne suffit pas à comprendre pourquoi et comment ce fut le cas. Si la mécanisation n'a pas, finalement, paupérisé les ouvriers au XIX^e et au XX^e siècle, c'est parce que les machines et les humains ont été complémentaires : les pre-

Dans l'une, des élites technofinancières inventent et commercialisent des produits, des logiciels, des algorithmes... qui font tourner cette société totalement numérisée. On peut reconnaître la Silicon Valley. Le travail des humains tel que nous le connaissons aujourd'hui sera superflu, car tout sera numérisé, y compris la santé, l'éducation... Nous serons devenus des corps numériques dispensés des interactions qui ont cours aujourd'hui.

Dans cette société profondément inégalitaire, le peu de travail qui restera sera confié à une domesticité entourant l'élite. C'est le retour à un système féodal où le luxe sera d'échapper au monde que l'on réserve aux autres. Plus on s'éloignera du sommet, plus le travail sera dévalorisé.

Dans l'autre monde possible, et je pense qu'il adviendra (je ne peux pas croire le contraire !), nous retrouverons des complémentarités. L'architecte qui peut concevoir des maisons totalement différentes, et les faire visiter virtuellement, le professeur qui réinventera ses méthodes d'enseignements, etc. L'usage des machines ne nous dispensera pas de faire jaillir de l'intelligence humaine.

De quelle façon ?

Daniel Cohen : C'est le travail de la génération à venir, des jeunes actuels. Je

« Le revenu universel donne un pouvoir de négociation dans une société où le numérique domine »

mières ont eu besoin des seconds pour fonctionner. Ces liens ont créé un effet de levier qui a tiré l'ensemble vers le haut. Mais que se passerait-il si, au lieu d'être complémentaires, les machines se substituaient aux humains ? Si le travail humain était mis en concurrence avec des robots, des machines, des algorithmes ? C'est la grande question du monde contemporain.

D'une façon un peu futuriste, on peut imaginer deux types de sociétés.

Je crois à la loi de Jean-Baptiste Say, économiste du tournant du XIX^e siècle, selon laquelle l'offre crée sa propre demande, parce qu'elle s'est toujours vérifiée dans l'histoire. Si les jeunes veulent travailler, et tirer le meilleur profit des technologies à leur disposition, ils y parviendront, mais à condition évidemment que la société, son système de formation notamment, leur en donne les moyens.

Pour cette raison, je suis très attentif à la réforme de l'université. J'aimerais